

27 septembre 2019

(19-6228)

Page: 1/29

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

SUISSE

La communication ci-après, datée du 16 septembre 2019 et adressée par la délégation de la Suisse, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/28).

Les communications présentées par les autres pays développés Membres seront distribuées sous forme d'addenda au présent document.

1 INTRODUCTION

1. Au paragraphe 11.2 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (WT/MIN(01)/17), adoptée à Doha le 14 novembre 2001, les pays développés Membres ont réaffirmé leur engagement d'offrir des incitations aux entreprises et aux institutions afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologies vers les pays les moins avancés Membres ("PMA"), conformément aux dispositions de l'article 66:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC). Dans sa Décision du 19 février 2003 (IP/C/28), le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Conseil des ADPIC) est convenu que les pays développés Membres présenteraient des rapports annuels sur les mesures qu'ils avaient prises ou envisagé de prendre conformément aux engagements qu'ils avaient contractés en vertu de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC. En outre, il a été convenu qu'ils présenteraient un nouveau rapport détaillé tous les trois ans et une mise à jour les années intermédiaires.

2. Conformément à cette obligation, et compte tenu de la Décision du Conseil des ADPIC, la Suisse présente son rapport actualisé sur les mesures prises ou prévues après le rapport détaillé de l'année dernière (document IP/C/W/646/Add.1 du 18 octobre 2018). Ce rapport rend compte de tous les faits nouveaux pertinents intervenus en Suisse.

3. La Suisse a revu le contenu et la présentation de ses rapports des années précédentes, en tenant compte du document de séance non officiel présenté par le Groupe des PMA pour la réunion du Conseil des ADPIC des 5 et 6 juin 2018 (RD/IP/24) intitulé "Quelques pistes au sujet des incitations mises en place par les pays développés à l'intention des entreprises et institutions de leur territoire, conformément à l'Article 66.2 de l'ADPIC".

4. Par "transfert de technologies", la Suisse entend un large éventail de processus englobant les transferts de savoir-faire, d'expérience et de matériel entre différentes parties prenantes telles que pouvoirs publics, entités du secteur privé, institutions financières, ONG et institutions de recherche/d'enseignement. Les incitations et les activités dont il est rendu compte ici relèvent de l'un des quatre modes essentiels suivants de transfert de technologies: i) les objets physiques ou le matériel; ii) les compétences et les aspects humains et organisationnels de la gestion et de l'apprentissage technologiques; iii) les dessins et modèles qui constituent la forme documentaire des connaissances en matière d'information et de technologie; et iv) les liaisons entre les systèmes de production dans le cadre desquels la technologie est utilisée, y compris l'environnement favorable

aux transferts en question. L'investissement étranger direct, l'aide publique au développement (APD; voir plus loin le paragraphe 4.2), le capital-risque, ou d'autres instruments comme le crédit commercial, sont tous des outils importants permettant de financer le transfert de technologies. Le présent rapport est centré sur le transfert de technologies financé grâce à l'APD. La Suisse offre des incitations dans de nombreux secteurs qui contribuent au développement durable dans les PMA et elle considère que cette assistance devrait porter sur tous les domaines et non pas être limitée à certains d'entre eux. La plupart des projets dont il est rendu compte correspondent aux incitations présentées dans le document RD/IP/24 établi par les PMA (en particulier celles portant les numéros 1, 3, 6 et 9).

2 ORGANISMES PUBLICS INTERVENANT DANS L'OFFRE D'INCITATIONS EN VUE DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

5. En Suisse, il y a principalement deux organismes publics qui interviennent dans la fourniture d'incitations directes ou indirectes aux entreprises et institutions suisses ainsi qu'à celles d'autres pays développés Membres pour qu'elles mènent des activités entraînant un transfert de technologies vers les PMA. Il s'agit de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Ces deux organismes sont conjointement responsables de la formulation et de la mise en œuvre de la politique internationale de la Suisse en matière de coopération pour le développement.¹ La DDC remplit une fonction de coordination générale pour les questions se rapportant à la coopération au service du développement et à l'aide humanitaire, tandis que le SECO est l'autorité compétente chargée du développement économique et de l'intégration dans l'économie mondiale des pays en développement et des pays en transition.

6. Autre organisme suisse participant à des activités de transfert de technologies: le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Agissant en vertu du mandat que le gouvernement fédéral lui a conféré, le FNS soutient la recherche à l'intérieur et à l'extérieur des universités, et encourage les jeunes talents scientifiques. Au niveau international, il entend apporter une contribution positive – grâce à ses programmes de recherche – à la recherche scientifique dans des régions du monde où cela est utile et promouvoir la coopération dans ce domaine entre ces régions et la Suisse. Actuellement, il mène, en collaboration avec la DDC, un vaste programme de partenariat pour la recherche avec les pays en développement, comprenant plusieurs projets en cours de réalisation dans des PMA (voir l'annexe II).

3 DOMAINES D'ACTIVITÉ DANS LESQUELS LA SUISSE ASSURE UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

7. La Suisse favorise le transfert de technologies dans des domaines qui sont importants pour les PMA. En particulier, le gouvernement suisse encourage le transfert de technologies vers les PMA dans les domaines de la santé publique, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de l'agriculture, de l'industrie alimentaire, de l'industrie mécanique, des textiles, de l'industrie chimique, de la facilitation des échanges, des énergies propres, de l'efficacité énergétique et de l'écotechnologie, et de la protection des droits de propriété intellectuelle. On trouvera dans les annexes I et II un tour d'horizon des projets en cours.

8. En outre, la Suisse favorise et encourage le transfert de technologies vers les PMA dans les domaines où elle possède des compétences spécialisées, comme l'industrie mécanique, ou encore la fabrication d'instruments de précision et les produits chimiques. Elle favorise aussi activement le transfert de technologies respectueuses de l'environnement vers les PMA. À cet égard, elle s'attache à transférer non seulement les connaissances en la matière, mais aussi les méthodes qui contribuent au respect des normes environnementales. Ces programmes sont plus particulièrement axés sur le transfert de technologies dans les secteurs de la métallurgie, du papier, du ciment, des produits alimentaires et des textiles. En outre, la Suisse soutient le transfert de technologies dans le domaine des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'efficacité d'utilisation des ressources, grâce à sa plate-forme REPIC par exemple.

¹ Conjointement avec la Division Sécurité humaine (la DSH, qui est une division distincte de la DDC; toutes deux relevant du Département fédéral des affaires étrangères), la DDC et le SECO sont les trois intervenants suisses responsables de la coopération internationale. Cependant, la DSH n'est pas impliquée dans le transfert de technologies puisque la promotion de la paix et des droits de l'homme est au cœur de ses activités tel qu'indiqué dans la stratégie de politique étrangère du Conseil fédéral.

9. Le gouvernement suisse encourage le transfert de technologies de la Suisse vers les PMA de différentes façons, parmi lesquelles le financement de la recherche, des services de conseil et d'autres formes d'aide, en particulier dans les domaines de la santé publique et de l'approvisionnement durable en eau. Les nouveaux projets présentés dans le rapport de cette année confirment l'engagement constant de la Suisse dans ces domaines.

4 NIVEAUX DES ACTIVITÉS DE LA SUISSE FAVORISANT LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES VERS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

10. Les activités et les incitations de la Suisse concernant le transfert de technologies ont pour objectif d'accroître le flux de technologies vers les PMA et les pays en développement et de renforcer les capacités permettant aux pays bénéficiaires d'évaluer, d'adopter, de gérer et d'appliquer ces technologies. Parmi les activités auxquelles les pouvoirs publics suisses apportent leur soutien, on compte des projets aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral.

11. Les activités du SECO et de la DDC relevant de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC sont menées au titre de l'APD suisse. Les projets et programmes relevant de l'APD suisse comportent des initiatives bilatérales, multilatérales et multilatérales et visent principalement un groupe de pays prioritaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, ainsi qu'en Europe du Sud-Est. Bon nombre de ces projets consistent en des contrats passés avec des entreprises et institutions de Suisse ainsi que d'autres Membres pour qu'elles mettent leurs connaissances et leurs technologies au service du développement des ressources humaines, de l'infrastructure et du secteur privé dans les PMA.

12. Au niveau multilatéral, la Suisse contribue à divers fonds fiduciaires d'assistance technique en liaison avec le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et le Fonds monétaire international. Ces fonds sont à la disposition des responsables de projets dans ces banques ou des pays qui recherchent un financement pour l'assistance technique et le transfert de technologies. La Suisse participe aux négociations sur la 19^{ème} reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-19) et apportera une contribution significative. Outre sa coopération avec ces institutions financières, la Suisse participe aussi aux projets de développement de nombreuses autres organisations internationales. Parmi les organisations qui gèrent des projets semblables figurent l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques* (INTOSAI). Divers établissements internationaux de recherche, comme les nombreux centres spécialisés du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), bénéficient aussi du soutien de la Suisse.

13. La Suisse soutient plusieurs projets bilatéraux et multilatéraux destinés à favoriser l'investissement ainsi que l'efficacité, l'efficacité et l'incidence durable des échanges. Pour ce qui est de la promotion des investissements, la Suisse s'efforce de mobiliser des capitaux privés, des savoir-faire et des technologies (par exemple les applications mobiles de transfert d'argent) de manière à renforcer l'accès au financement des entreprises et des ménages ainsi que l'intermédiation financière dans les PMA, et à faciliter les investissements directs ou la création de coentreprises permettant le transfert de savoir-faire et de technologies. En ce qui concerne l'amélioration de la coopération dans le domaine du commerce, la Suisse coopère au niveau bilatéral, ainsi qu'avec des organismes bilatéraux ou multilatéraux. L'aide relative au commerce dont bénéficient les PMA est essentiellement fournie par le biais de programmes et d'organismes multilatéraux tels que le Cadre intégré renforcé* (CIR) et le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives.* Dans le cadre de ces structures, il a été conclu des partenariats thématiques spéciaux avec l'ITC, la CNUCED, l'OIT et l'ONUDI, ainsi qu'avec certaines ONG. La Suisse a conclu un grand nombre d'accords bilatéraux avec des PMA, lesquels favorisent et protègent les investissements, ainsi que des conventions relatives à la double imposition. ([Lien](#))²

* Ces organisations n'entrent pas dans la structure de l'APD.

5 MOYENS D'ACTION FAVORISANT LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

14. L'un des principaux objectifs de la coopération de la Suisse en matière économique et commerciale est le transfert de technologies modernes et de savoir-faire vers les pays bénéficiaires pour leur permettre de moderniser leurs installations de production afin de satisfaire aux exigences des marchés mondiaux et d'être plus compétitifs dans l'économie mondiale. Favoriser l'investissement et la conclusion d'accords de coopération entre les secteurs privés du Nord, du Sud et de l'Est constitue un moyen d'action important en faveur du développement, dont l'objectif premier est de favoriser le développement durable dans ces pays partenaires.

5.1 Soutien des investissements du secteur privé dans les pays les moins avancés

15. La Suisse encourage le transfert de technologies vers les PMA en soutenant de diverses manières les petites et moyennes entreprises (PME). Par exemple, elle dispense des conseils techniques aux PME domiciliées dans des PMA tels que le Bangladesh.

16. Par ailleurs, la Suisse encourage les PME et les entrepreneurs suisses à investir dans les PMA pour améliorer le transfert de technologies vers ces pays. Le Start-up Fund (SSF) du SECO est un instrument de prêt mis en place par le Secrétariat d'État à l'économie en 1998 et administré par *FINANCEcontact*. Il vise à promouvoir les projets d'investissement du secteur privé dans les pays en développement et en transition, y compris les PMA. Ces projets doivent être commercialement viables et répondre aux normes environnementales et sociales reconnues. Les investissements effectués dans des pays en développement et en transition présentent des risques commerciaux plus importants que ceux que l'on rencontre généralement dans les pays occidentaux. Le Start-up Fund permet de partager les coûts de financement et les risques avec les investisseurs. À cette fin, il cofinance la phase initiale du projet d'investissement. Le financement est octroyé sous la forme d'un prêt remboursable sur sept ans. Le Start-up Fund du SECO a pour but de permettre le transfert de capitaux, de savoir-faire technologiques et de compétences en matière de gestion. Il a soutenu activement les activités des PME dans les PMA ou les pays en transition dans le cadre de plus de 120 projets, comme ceux qui ont été lancés au Sénégal pour la production d'eau potable.

17. Le transfert de technologies vers les PMA s'effectue aussi grâce à des organismes caritatifs suisses qui y sont encouragés par les régimes d'exonération fiscale mis en place par le gouvernement suisse. Cette pratique va dans le sens de l'incitation numéro 7 qui est proposée dans le document de séance que le Groupe des PMA a fait distribuer. La Fondation Novartis pour le développement durable est un exemple d'institution suisse bénéficiant d'incitations fiscales en raison du transfert de technologies qu'elle effectue vers les PMA. Non seulement elle fournit une grande quantité de médicaments gratuits à de nombreux PMA, mais elle gère aussi divers projets liés à la santé publique, y compris une formation locale visant à favoriser la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, la formation et l'encadrement du personnel de santé, et la mise en place d'une infrastructure de formation.

18. La Suisse soutient la participation privée aux infrastructures des pays en développement par l'intermédiaire des sociétés du *Private Infrastructure Development Group (PIDG)* (Groupe de développement des infrastructures privées). Elle a apporté des capitaux à l'*Emerging Africa Infrastructure Fund* (Fonds pour les infrastructures de l'Afrique émergente) qui, à son tour, accorde des crédits à long terme libellés en USD ou en EUR, aux conditions du marché, pour financer la construction et le développement d'infrastructures privées en Afrique subsaharienne. La Suisse soutient aussi *GuarantCo*, dont les garanties favorisent l'émission de titres de créances en monnaie locale par des entités surtout privées pour la réalisation de projets d'infrastructure dans les pays à faible revenu. Enfin, elle soutient *InfraCos*, qui élabore des projets en assumant les coûts et les risques élevés de la phase initiale de leur élaboration et fait en sorte que des projets d'infrastructure voient le jour dans des situations dans lesquelles le secteur privé ne serait par ailleurs pas désireux ni à même d'investir. Les projets d'infrastructure soutenus par le PIDG sont en grande partie financés et entièrement mis en œuvre par des acteurs commerciaux du secteur privé. En tout, plus de 270 projets ont jusqu'ici bénéficié du soutien du PIDG, dont 183 ont obtenu leur financement et 113 sont désormais opérationnels et permettent de fournir des services nouveaux ou améliorés à plus de 240 millions de personnes, d'offrir des emplois à long terme à plus de 300 000 personnes et de

mobiliser plus de 35 milliards d'USD d'investissements additionnels. Cette implication importante du secteur privé signifie que des technologies de pointe sont souvent utilisées pour garantir une efficacité maximum dans les pays dans lesquels ces projets sont menés. La plupart des projets soutenus par le PIDG emploient des gestionnaires et des intervenants locaux qui sont recrutés sur la base de qualifications appropriées qu'ils ont déjà mais qui suivent tous une formation sur le tas. Le pourcentage des frais de formation par rapport au coût d'investissement total d'un projet varie énormément et dépend du type d'infrastructure mise en place, du nombre de personnes employées et du type de technologie utilisée. Il est rare que les sociétés rattachées au PIDG (*GuarantCo*, *Fonds pour les infrastructures de l'Afrique émergente* (EAIF) et *InfraCo*) qui soutiennent un projet prennent en charge les frais de formation ayant trait à la technologie, dans la mesure où ces frais font partie du coût d'investissement total du projet. Toutefois, des dons au titre de l'assistance technique ont parfois été accordés à titre exceptionnel pour qu'une formation ayant trait à la technologie soit dispensée dans le cadre de projets soutenus par le PIDG. En particulier, le projet de Chanyanya, conçu et mis en place par *InfraCo Africa* en Zambie, a été doté de 230 000 USD au titre de l'assistance technique, en vue de la formation et du renforcement des capacités des agriculteurs locaux pour ce qui est de la création, de l'exploitation et de la commercialisation (des produits) d'une coopérative destinée à offrir des services d'irrigation à pivot à grande échelle aux exploitations agricoles locales situées à la périphérie de Lusaka (Zambie). Auparavant, ces petits agriculteurs dépendaient exclusivement des pluies pour l'irrigation de leur exploitation. Dans ce cas précis, les frais de formation ont représenté environ 10% du coût d'investissement total du projet.

19. La Suisse soutient le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables des Fonds d'investissement climatiques en faveur des pays à faible revenu, dont la plupart sont des pays ayant le statut de PMA (17), qui finance des activités de renforcement des capacités et des projets d'infrastructure. Ceux-ci comprennent également des transferts de technologies axées sur les énergies renouvelables.

20. Enfin, le gouvernement suisse, par l'intermédiaire du *Swiss Investment Fund for Emerging Markets* (SIFEM AG), fournit également un financement à long terme aux petites et moyennes entreprises des PMA, au moyen de fonds de capital-risque locaux ou régionaux. Ces fonds servent à fournir aux PME des pays visés du capital-risque, des prêts ou une combinaison des deux, qui s'accompagne d'une assistance technique aux entreprises bénéficiaires dans de nombreux domaines comme la formation professionnelle, les aspects sociaux, environnementaux et de gouvernance d'entreprise, la gestion des risques et le renforcement des capacités. On peut citer comme exemples l'*Agricultural Rural Impulse Fund* (5 millions de CHF), le *Business Partners International East Africa Fund* (4 millions de CHF), le *Cambodia, Lao PDR & Myanmar Development Fund II* (4 millions de CHF) et le *Catalyst Fund II* (8 millions de CHF) ou *Ethos Mezzanine Partners III* (10 millions de CHF), en association avec un fonds d'assistance technique séparé (*Technical Assistance Facility*), en vue du financement par le gouvernement suisse de la formation et du renforcement des capacités (4 millions de CHF).

5.2 Renseignements sur l'établissement à des fins commerciales d'entreprises des PMA en Suisse et dans d'autres pays développés

21. Le Programme suisse de promotion des importations (SIPPO) aide les importateurs suisses à trouver de nouveaux produits et de nouvelles sources d'approvisionnement dans certains pays en développement et pays en transition, dont des PMA. En plus de promouvoir l'utilisation du SGP, ce programme propose des études de marchés et des services de conseil.

5.3 Assistance financière et garanties contre les risques à l'exportation

22. La Suisse fournit aussi une aide financière non remboursable (dons) aux PMA pour la construction, la remise en état ou l'agrandissement des infrastructures. La contribution, sous forme de dons, de la Suisse à ces projets couvre aussi le transfert de technologies, les services de consultants pour l'exécution de projets et les services d'experts en matière de réformes institutionnelles (gestion) et sectorielles. Un accent particulier est mis sur l'établissement de partenariats public-privé pour les services d'infrastructure.

23. L'accès des PMA à de nouveaux marchés est facilité par le Service d'assistance pour le commerce mondial. Cette plate-forme Web, soutenue par la Suisse, simplifie la recherche de nouveaux marchés pour les entreprises en intégrant des renseignements commerciaux et

économiques dans un outil en ligne convivial. Elle fournit des renseignements accessibles et complets, qui vont des procédures commerciales pertinentes à l'exportation aux contrats commerciaux sur le marché de destination, en passant par les renseignements sur l'accès aux marchés.

5.4 Assistance financière et garanties contre les risques à l'exportation

24. La Suisse fournit aussi une aide financière non remboursable (dons) aux PMA pour la construction, la remise en état ou l'agrandissement des infrastructures. La contribution, sous forme de dons, de la Suisse à ces projets couvre aussi le transfert de technologies, les services de consultants pour l'exécution de projets et les services d'experts en matière de réformes institutionnelles (gestion) et sectorielles. Un accent particulier est mis sur l'établissement de partenariats public-privé pour les services d'infrastructure.

5.5 Commerce et coopération dans le domaine des technologies non polluantes

25. La Suisse axe ses efforts sur la promotion du transfert de technologies respectueuses de l'environnement. Elle a mis sur pied un vaste programme prévoyant la création de "*centres pour une production moins polluante*", comme il est convenu de les appeler, qui offrent aux entreprises privées et au secteur public des PMA une gamme étendue de services: informations générales, diagnostics d'entreprise, ateliers, projets témoins, renforcement des capacités et aide à l'élaboration de projets susceptibles d'être financés. Ces services sont fournis avec le concours d'instituts techniques, d'universités et d'entreprises sectorielles en Suisse et dans d'autres pays développés Membres. Le Programme mondial pour les parcs éco-industriels (GEIPP) nouvellement créé et mis en place, qui vise à démontrer la viabilité et les avantages de l'écologisation des parcs industriels existants en améliorant la productivité des ressources et les résultats des entreprises sur les plans économique, environnemental et social, comporte un volet de portée mondiale sur le développement des connaissances. Son objectif est de générer et de diffuser des connaissances issues d'initiatives passées et actuelles, qui peuvent être utilisées pour réunir les conditions préalables requises afférentes aux parcs éco-industriels, y compris dans les PMA.

26. L'Initiative pour le commerce durable (IDH) permet aux producteurs des pays en développement, y compris les PMA, d'avoir accès au savoir-faire relatif aux méthodes de production durables d'un point de vue social et environnemental, ce qui les aide à accroître leur part de marché pour les principaux produits cibles, y compris le coton, le cacao et le café.

27. La Suisse soutient aussi des programmes d'économie d'énergie destinés à atténuer les émissions de CO₂ au niveau mondial et à lutter contre la pollution de l'air au niveau national. Les secteurs visés sont la circulation routière et les transports ainsi que les PME (fonderies, verreries, briqueteries, par exemple). L'objectif principal est de développer le potentiel des partenaires locaux (renforcement des capacités) et de mettre en commun les compétences techniques internationales afin de trouver des solutions appropriées au niveau local (transfert global de technologie). Ces programmes pilotes sont ensuite évalués, font l'objet d'un rapport et sont diffusés à l'échelle nationale. En outre, la Suisse appuie le transfert de savoir-faire, la formation professionnelle et les équipements d'infrastructure dans le domaine de la surveillance de l'environnement et de la gestion des produits chimiques.

28. Par des programmes spécifiques de promotion du commerce, la Suisse favorise l'intégration des PMA dans l'économie mondiale. Dans le contexte du *Cadre intégré renforcé* (CIR), la Suisse s'est associée au *Groupement interinstitutions du CCS des Nations Unies pour la coordination concernant le commerce et la capacité de production*, afin de soutenir l'intégration des PMA dans le système commercial mondial. Jusqu'à présent, trois programmes par pays ont été lancés, un en RDP lao (2010-2017, terminé), un autre en Tanzanie (2014-2018, achevé), et au Myanmar (en cours depuis 2018).

5.6 Formation

29. L'Institut tropical suisse, désormais l'*Institut tropical et de santé publique suisse*, offre un cours d'études supérieures intitulé: "Santé et gestion sanitaires dans les pays tropicaux". Plus de la moitié des participants viennent habituellement de PMA. Leur participation est rendue possible par les bourses d'études accordées par le gouvernement suisse.

30. Dans le cadre de son Programme mondial pour les droits de propriété intellectuelle (GPIPR), la Suisse propose des formations en matière de propriété intellectuelle pour aider les pays en développement et les pays les moins avancés, ainsi que les économies émergentes, à mettre en place une protection efficace et effective des droits de propriété intellectuelle, afin de soutenir le développement économique et de faciliter la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Dans le cadre du GPIPR, une mission de définition des projets a été effectuée au Myanmar en mai 2019 afin de définir l'assistance pouvant être fournie au pays.

5.7 Activités de recherche

31. La Suisse pratique un autre mode de transfert de technologies, qui consiste à collaborer directement avec des organisations internationales et/ou des PMA dans le cadre d'activités de recherche, notamment en santé publique et sur des questions transversales dans l'agriculture. La DDC favorise les partenariats de recherche dans un certain nombre de PMA, y compris par un soutien dans le cadre du *Swiss Programme for Research on Global Issues for Development* exécuté conjointement avec le *Fonds national suisse de la recherche scientifique* (FNS).

5.8 Soutien aux initiatives mondiales pour la santé

32. La Suisse participe aussi à diverses initiatives mondiales visant à lutter contre les maladies qui touchent en particulier les PMA, comme la malaria. La DDC appuie par exemple Medicines for Malaria Venture, la Foundation for Innovative New Diagnostics ainsi que la Drugs for Neglected Diseases Initiative. Grâce à ces engagements, la Suisse favorise le développement et la fourniture de nouveaux traitements et/ou de trousseaux de diagnostic des maladies tropicales.

5.9 Autres instruments

33. Outre les activités susmentionnées, la Suisse participe également au renforcement des capacités et au transfert de technologies au profit des pays en développement et des pays les moins avancés conformément à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et à ses dispositions relatives à l'accès aux ressources et au partage des avantages.

34. En outre, la Suisse et d'autres donateurs aux vues similaires ont lancé le Système de gestion de la dette et d'analyse financière de la CNUCED (SYGADE). L'initiative du SYGADE vise à aider les PMA et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) à opter pour une saine gestion de leur dette publique. Le programme fournit essentiellement aux gouvernements un système de TI moderne et constamment mis à jour qui produit des données complètes, actualisées et fiables concernant la dette et permet d'effectuer des analyses exhaustives. Près de 60 pays s'appuient actuellement sur le SYGADE pour gérer le portefeuille de leur dette. La Suisse soutient le programme depuis sa création dans les années 1980 et elle y contribue actuellement pour 5,26 millions de CHF pour 2017-2022.

6 CONCLUSIONS

35. Le transfert de technologies vers les PMA continue de poser des défis et la Suisse réaffirme l'engagement qu'elle a pris de participer activement au débat sur les moyens de le favoriser. Par les diverses incitations décrites dans le présent rapport, la Suisse contribue considérablement au transfert, en particulier, de savoir-faire aux PMA dans le cadre de ses activités de coopération économique et de coopération pour le développement. Elle s'emploie ainsi à renforcer les capacités des PMA partenaires en vue de la mise en place de conditions propres à encourager l'investissement, à rendre les industries plus efficaces et compétitives, et à aider les producteurs à se rattacher à l'économie mondiale. Cela crée en outre des possibilités de synergies supplémentaires avec le secteur privé. Pour la Suisse, ce qui est particulièrement important, c'est de promouvoir les technologies fondées sur des méthodes de production durables.

36. Comme il a été dit dans les rapports précédents, les incitations publiques en faveur du transfert de technologies vers des pays tiers ne sont que l'un des nombreux facteurs entrant dans les décisions stratégiques des entreprises quant aux destinataires de leurs investissements étrangers et de leurs transferts de technologies innovantes. Les conditions générales dans les PMA sont souvent défavorables aux entreprises étrangères qui, en principe, auraient la capacité et la volonté

de transférer leurs technologies et leur savoir-faire. Les PMA sont donc encouragés à œuvrer sans relâche à la mise en place d'un cadre propice à l'investissement étranger et au transfert de technologies. Parmi les facteurs décisifs qui contribuent à attirer la technologie, on peut citer des conditions macroéconomiques et microéconomiques globalement favorables, un cadre juridique et réglementaire sûr (comprenant un système judiciaire imputable, une protection suffisante des droits de propriété intellectuelle et une administration publique efficace) ainsi qu'un potentiel commercial au niveau national.

ANNEXE I¹

INCITATIONS OFFERTES PAR LA SUISSE POUR LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES DANS LES PMA, PAR PAYS ET PROJET, SELON LA RÉGION

Observation: Les activités soutenues par le gouvernement Suisse englobent des projets réalisés aux niveaux bilatéral, régional, interrégional et mondial.

Projets au niveau mondial²

Nom du projet ou programme	Système de gestion de la dette et d'analyse financière de la CNUCED (SYGADE)
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Renforcer la capacité des PMA et des PRI, tranche inférieure, à gérer leur dette d'une manière efficace et viable
PMA Membre(s) ciblé(s)	S'adresse à tous les PMA; les PMA suivants recourent actuellement au SYGADE: Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Djibouti, Éthiopie, Guinée-Bissau, Haïti, Madagascar, Mauritanie, Ouganda, RDP lao, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Soudan, Tchad, Togo, Yémen, Zambie
Domaine visé par le transfert de technologies	Technologie de l'information pour la gestion financière publique
Type de technologie transférée	Logiciel spécialisé permettant aux gouvernements de gérer la dette publique
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	CNUCED
Résultats/incidence	57 pays s'appuyaient sur le SYGADE en 2018 pour gérer le portefeuille de leur dette
Budget pour 2017-2020, sauf indication contraire	3 000 000 (pour le cycle de financement 2017-2020; la Suisse finance le SYGADE depuis les années 1980)
Durée	Depuis les années 1980 jusqu'à ce jour
Statut	En cours
Point de contact pour information	wemu.sekretariat@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Initiative pour le commerce durable (IDH)
Pays/région	Divers
Objectif général et/ou but	Faire de la chaîne d'approvisionnement en produits une chaîne tournée vers la durabilité grâce à l'établissement de PPP
PMA Membre(s) ciblé(s)	S'adresse à tous les PMA
Domaine visé par le transfert de technologies	Accroître et rendre durable la productivité des producteurs de certaines matières premières (coton, cacao, café) de manière à permettre leur meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales
Type de technologie transférée	Savoir-faire relatifs à l'accroissement de la productivité des producteurs de certaines matières premières et à l'accès au financement (coton, cacao, café) de manière à permettre leur meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Initiative Duurzame Handel/Initiative pour le commerce durable (IDH)
Résultats/incidence	Contribution aux objectifs 1, 2, 5, 8, 12 et 15 du Programme 2003
Budget pour 2013-2020, sauf indication	n.d. (Les investissements du SECO totalisent 30 millions de CHF)

¹ En anglais et en français seulement.

² Ces projets couvrent des pays en développement et des PMA. On estime que 20% des montants au moins sont alloués à des PMA.

Nom du projet ou programme	Initiative pour le commerce durable (IDH)
Durée	2013-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	wehu-secretariat@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Programme suisse de promotion des importations (SIPPO)
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Promouvoir les exportations vers le marché suisse et les marchés européens
PMA Membre(s) ciblé(s)	Contribution de la Suisse non affectée
Domaine visé par le transfert de technologies	Savoir-faire commercial
Type de technologie transférée	Renforcement des capacités institutionnelles, mesure des résultats, information sur les marchés, mise en relation, transfert et échange de connaissances
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Swisscontact
Résultats/incidence	Accroissement des exportations/création d'emplois
Budget pour 2017-2020	19 400 000 CHF
Durée	2017-2021
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	REPIC – Plate-forme de la Suisse pour la promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'efficacité d'utilisation des ressources dans la coopération internationale
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Promouvoir le transfert de savoir-faire et de technologies dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité en matière d'utilisation de l'énergie et des ressources dans les pays en développement et les pays en transition
PMA Membre(s) ciblé(s)	Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Comores, Éthiopie, Haïti, Madagascar, Mali, Népal, Ouganda, Sénégal, Tanzanie et Zambie
Domaine visé par le transfert de technologies	Énergies renouvelables, efficacité énergétique et efficacité de l'utilisation des ressources: énergies solaire, éolienne, de la biomasse, géothermique, hydraulique http://www.repic.ch
Type de technologie transférée	Savoir-faire dans les domaines des énergies renouvelables/de l'efficacité énergétique et de l'efficacité de l'utilisation des ressources
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	REPIC – Plate-forme de la Suisse pour la promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la coopération internationale
Résultats/incidence	1. Transfert de connaissances: réalisation de projets durables 2. Réseaux, information, communication et coordination: communication et information efficaces ainsi que partenariats nationaux et internationaux, réseautage 3. Coordination entre tous les offices fédéraux impliqués
Budget pour 2015, sauf indication contraire	1 000 000 de CHF (3 000 000 de CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2018-2022
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/dezaprojects/SD/C/en/2002/7F01587/phase4 "

Nom du projet ou programme	Programme Efficacité des ressources et production plus propre (ONUDI)
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Améliorer la compétitivité industrielle grâce à une production plus propre
PMA Membre(s) ciblé(s)	Cambodge, Myanmar et RPD lao
Domaine visé par le transfert de technologies	Industrie/environnement Production plus propre: identification et mise en application de technologies respectueuses de l'environnement
Type de technologie transférée	Méthodes de production plus propres et efficaces sur le plan de l'utilisation des ressources
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Formation de consultants, diagnostics d'entreprises, conjointement avec l'ONUDI et l'University of Applied Sciences and Arts Northwestern Switzerland
Résultats/incidence	Réduction des émissions, diminution de l'incidence négative sur l'environnement, amélioration de la compétitivité industrielle
Budget pour la durée du projet	16 500 000 CHF
Durée	2011-2018
Statut	En cours de clôture
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Programme mondial pour les parcs éco-industriels (ONUDI)
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Amélioration de la compétitivité industrielle par une production plus propre
PMA Membre(s) ciblé(s)	Tous les PMA
Domaine visé par le transfert de technologies	Industrie/environnement Production plus propre: identification et application de technologies respectueuses de l'environnement
Type de technologie transférée	Méthodes de production plus propres et efficaces sur le plan de l'utilisation des ressources
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Dialogue sur les politiques, formation de consultants, diagnostics d'entreprises, conjointement avec l'ONUDI.
Résultats/incidence	Réduction des émissions, diminution de l'incidence négative sur l'environnement, amélioration de la compétitivité industrielle
Budget pour la durée du projet	Budget pour l'ensemble du programme: 14 500 000 CHF; budget pour le volet consacré au développement des connaissances: 1 250 000 CHF
Durée	2019-2023
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN)
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Favoriser le développement et le transfert de technologies dans un grand nombre de secteurs à des fins d'adaptation aux effets du changement climatique et d'atténuation de ces effets
PMA Membre(s) ciblé(s)	S'adresse à tous les PMA
Domaine visé par le transfert de technologies	Assistance technique fournie par des experts dans des secteurs spécifiques des technologies relatives au climat
Type de technologie transférée	Savoir-faire dans des secteurs où il est nécessaire de s'adapter aux effets du changement climatique et d'atténuer ces effets
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Assistance technique et renforcement des capacités, partage des connaissances, collaboration et réseautage
Résultats/incidence	Réduction des émissions, diminution de l'incidence négative sur l'environnement, amélioration de la compétitivité industrielle
Budget pour la durée du projet	4 000 000 de CHF

Nom du projet ou programme	Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN)
Durée	2016-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	PIDG – Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF, Fonds pour les infrastructures de l'Afrique émergente)
Pays/région	Afrique
Objectif général et/ou but	Augmenter les volumes du financement des investissements à long terme
PMA Membre(s) ciblé(s)	S'adresse à tous les PMA
Domaine visé par le transfert de technologies	Assistance technique dans le secteur des services financiers liés aux investissements en infrastructure (énergies renouvelables, télécommunications, infrastructure industrielle, par exemple)
Type de technologie transférée	Savoir-faire se rapportant à la mobilisation de l'investissement privé pour les infrastructures privées
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	PIDG – Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF <i>Fonds pour les infrastructures de l'Afrique émergente</i>)
Résultats/incidence	Augmentation de l'investissement privé à long terme dans les infrastructures privées
Budget pour 2015, sauf indication contraire	n.d. (les investissements du SECO totalisent 22 millions d'USD jusqu'à présent)
Durée	2001 – ouvert
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	PIDG – GarantCo
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Augmenter les volumes du financement des investissements en monnaie locale
PMA Membre(s) ciblé(s)	S'adresse à tous les PMA
Domaine visé par le transfert de technologies	Assistance technique dans le secteur des services financiers (développement des marchés de capitaux locaux) liés à des projets d'infrastructure (transports, télécommunications, infrastructure industrielle, par exemple)
Type de technologie transférée	Savoir-faire dans le domaine des risques de change et des prêts en monnaie locale
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	PIDG – GarantCo
Résultats/incidence	Augmentation des volumes des investissements privés en monnaie locale dans les infrastructures privées
Budget pour 2015, sauf indication contraire	n.d. (les investissements du SECO totalisent 40 millions d'USD jusqu'à présent)
Durée	2006 – ouvert
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	PIDG – InfraCo Africa
Pays/région	Afrique
Objectif général et/ou but	Développer des projets d'infrastructures nouvelles
PMA Membre(s) ciblé(s)	Ouganda, Soudan du Sud, Zambie
Domaine visé par le transfert de technologies	Énergies renouvelables, infrastructures agricoles, transports

Nom du projet ou programme	PIDG – InfraCo Africa
Type de technologie transférée	Structuration et gestion financière du développement des projets d'infrastructure
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	PIDG – InfraCo Africa
Résultats/incidence	Nouvelles/meilleures infrastructures, création d'emplois
Budget pour 2015, sauf indication contraire	n.d. (les investissements du SECO totalisent 30,5 millions d'USD jusqu'à présent)
Durée	2005 – ouvert
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	PIDG – InfraCo Asia
Pays/région	Asie
Objectif général et/ou but	Développer des projets d'infrastructures nouvelles
PMA Membre(s) ciblé(s)	Cambodge, Népal
Domaine visé par le transfert de technologies	Énergies renouvelables, infrastructures agricoles
Type de technologie transférée	Structuration et gestion financière du développement des projets d'infrastructure/exploitations agricoles fonctionnant à l'énergie solaire
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	PIDG – InfraCo Asia
Résultats/incidence	Nouvelles/meilleures infrastructures, création d'emplois
Budget pour 2015, sauf indication contraire	(les investissements du SECO totalisent 17 millions d'USD jusqu'à présent)
Durée	2010 – ouvert
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	PIDG – Technical Assistance Facility
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Renforcer les connaissances techniques spécialisées dans les projets d'infrastructure
PMA Membre(s) ciblé(s)	S'adresse à tous les PMA
Domaine visé par le transfert de technologies	Renforcement des capacités/assistance technique dans des projets d'infrastructure (énergies renouvelables, réseaux d'aqueducs/d'égouts, systèmes d'assainissement, par exemple)
Type de technologie transférée	Savoir-faire dans la planification et la réalisation d'investissements en infrastructure
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	PIDG – Technical Assistance Facility
Résultats/incidence	Faciliter la réalisation de projets d'infrastructure
Budget pour 2015, sauf indication contraire	Les investissements du SECO totalisent 15 millions d'USD jusqu'à présent
Durée	2004 – ouvert
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP)
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable d'ici à 2030 (ODD n° 7)
PMA Membre(s) ciblé(s)	S'adresse à tous les PMA
Domaine visé par le transfert de technologies	Accès à des services énergétiques, énergies renouvelables, efficacité énergétique, solutions transversales
Type de technologie transférée	Savoir-faire /transfert de technologies, aide à l'établissement et structuration de projets d'infrastructures énergétiques, soutien permettant d'éclairer les politiques/les stratégies
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	ESMAP/Banque mondiale
Résultats/incidence	Établissement d'un financement éclairé, politiques/stratégies éclairées, augmentation des capacités et de la clientèle, amélioration des connaissances, approches novatrices et élaboration de solutions
Budget pour 2015, sauf indication contraire	Les investissements du SECO totalisent 8,05 millions d'USD
Durée	2017-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Medicines for Malaria Venture (MMV)
Pays/région	Au niveau mondial, pays où la malaria est endémique
Objectif général et/ou but	Le but général de MMV est de faciliter un accès équitable à des médicaments antipaludéens de qualité, d'élaborer de meilleurs médicaments antipaludéens pour la gestion des cas cliniques et les populations vulnérables, et de concevoir de nouveaux outils pour maîtriser la résistance aux médicaments et éliminer la malaria.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Éthiopie, Libéria, Madagascar, Mali, Mauritanie, Myanmar, Niger, Ouganda, RD du Congo, République centrafricaine, RPD lao, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Yémen, Zambie
Domaine visé par le transfert de technologies	Industrie pharmaceutique
Type de technologie transférée	Recherche & développement (R&D) antipaludéens
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Medicines for Malaria Venture (MMV)
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Fournir de meilleurs médicaments contre le paludisme simple en facilitant l'accès à des thérapies mixtes à base d'artémisinine et mettre au point un remède à dose unique 2. Fournir des traitements plus simples et plus efficaces aux personnes les plus vulnérables à la malaria: médicaments pour enfants et pour femmes enceintes, et traitement des formes sévères de la malaria 3. Lancement de médicaments destinés à éliminer la malaria et à l'éradiquer a) en empêchant sa transmission, b) en prévenant les récurrences et c) en administrant la chimioprévention
Budget pour 2017, sauf indication contraire	1 600 000 CHF (8 000 000 de CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2017-2021
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt Datenbank.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/1999/7F00667/phase7.html?oldPagePath= "

Nom du projet ou programme	Recherche agricole internationale (CGIAR) – Contribution de base 2017-2019
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Le CGIAR est un partenaire mondial essentiel pour le soutien que la DDC fournit à la recherche agricole internationale pour le développement, en particulier au titre de la priorité thématique intitulée "systèmes d'innovation agricole" tels que définis dans la stratégie du Programme global Sécurité alimentaire (GPFS) pour 2017-2020 (en cours d'élaboration). Cet engagement multilatéral complète et renforce l'engagement de la DDC concernant 1) la recherche agricole et les systèmes d'innovation agricole pour les petits exploitants aux niveaux national et régional, et 2) les investissements effectués auprès d'organismes multilatéraux comme le FIDA (Fonds international de développement agricole), le WFP (Programme alimentaire mondial) et la FAO, qui sont tous des bénéficiaires et des utilisateurs des résultats de la recherche et de la capacité de recherche fournis par le CGIAR.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Un centre de recherche en Éthiopie et du personnel travaillant dans les PMA suivants: Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Éthiopie, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Népal, Ouganda, RDP lao, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Togo et Zambie.
Domaine visé par le transfert de technologies	Agriculture et sécurité alimentaire
Type de technologie transférée	Recherche agricole et systèmes d'innovation agricole, production agricole (y compris la gestion des ressources naturelles)
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)
Résultats/incidence	Le 2 ^{ème} Strategy and Results Framework (SRF 2016-2030) global du CGIAR prévoit que l'action du CGIAR et de ses partenaires permettront d'ici à 2022: - de faire baisser de 30 millions le nombre de personnes qui ont faim, - d'augmenter de 100 millions le nombre de ménages agricoles ayant adopté des variétés et des essences d'arbres améliorées, et/ou de meilleures pratiques de gestion, - d'accroître le taux de rendement de la culture des principaux produits alimentaires de base qui passerait de moins 1% actuellement à 1,2-1,4%, - de faire baisser de 30 millions le nombre de personnes qui sont pauvres – et dont au moins 50% sont des femmes, - de faire reculer de 55 millions d'hectares la superficie des sols dégradés.
Budget pour 2017, sauf indication contraire	16 800 000 CHF (50 400 000 sur toute la durée du projet)
Durée	2017-2019
Statut	En cours
Point de contact pour information	"https://www.eda.admin.ch/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatebank.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2008/7F06286/phase8?oldPagePath=/content/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatebank.html"

Nom du projet ou programme	Fighting diseases of poverty: Drugs for Neglected Diseases Initiative (DNDi)
Pays/région	Au niveau mondial (Afrique centrale et subsaharienne, Bangladesh, Inde, Népal).
Objectif général et/ou but	La DNDi a pour objectif général de mettre au point de nouveaux traitements et d'améliorer les traitements existants pour les maladies tropicales négligées, afin de réduire la charge qu'elles imposent au niveau mondial, ainsi que de sauver des vies et d'améliorer la qualité de vie des patients et des populations à risque. L'objectif spécifique est de fournir 16 à 18 traitements d'ici à 2023 pour la leishmaniose, la trypanosomiase africaine (ou maladie du sommeil), la maladie de Chagas, la filariose, le HIV chez les enfants, l'hépatite C et/ou le mycétome, et d'établir un solide répertoire de la R&D pour ces maladies. Par ailleurs, la DNDi contribuera aussi à s'attaquer à la résistance aux antimicrobiens.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Angola, Bangladesh, Éthiopie, Guinée, Malawi, Népal, République démocratique du Congo, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie et Tchad
Domaine visé par le transfert de technologies	Industrie pharmaceutique
Type de technologie transférée	Développement et fourniture de traitements pour les maladies tropicales négligées
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi), plus de 160 partenaires privés et publics à l'échelle mondiale
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cinq traitements améliorés comprenant des médicaments enregistrés seront mis au point et utilisés de façon rationnelle, et bénéficieront d'un meilleur accès pour la maladie de Chagas, la maladie du sommeil et le mycétome. 2. deux nouveaux traitements seront mis au point pour la maladie de Chagas, le mycétome, la maladie du sommeil et/ou la leishmaniose. 3. Les capacités des pays où les maladies sont endémiques seront davantage renforcées, ce qui leur permettra de mener des essais cliniques pour mettre au point des médicaments pour les maladies tropicales négligées conformément aux normes internationales. 4. Contribution à une meilleure sensibilisation et promotion concernant la nécessité de mettre au point de nouveaux médicaments pour les maladies tropicales négligées et la résistance aux antimicrobiens.
Budget pour 2017, sauf indication contraire	2 000 000 de CHF (8 000 000 de CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2017-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	"https://www.eda.admin.ch/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektbank.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2010/7F07741/phase3?oldPagePath=/content/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektbank.html"

Nom du projet ou programme	Swiss Bluetec Bridge: les start-ups suisses au service des populations défavorisées
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	L'initiative Swiss Bluetec Bridge de la DDC a pour but de fournir des prêts sans intérêt à des start-up et à des PME pour qu'elles puissent acquérir l'expérience qui leur permettra de bénéficier d'un soutien privé. Le comité de sélection s'attend à ce qu'environ 60 projets soient présentés d'ici à 2,5 ans. En définitive, 6 de ces projets seront retenus en vue de leur réalisation.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Sénégal
Domaine visé par le transfert de technologies	Innovations destinées à améliorer l'accès à l'eau des populations les plus démunies
Type de technologie transférée	Technologies pour le traitement de l'eau, systèmes à faible coût pour dessaler l'eau salée ou saumâtre
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Swiss Bluetec Bridge

Nom du projet ou programme	Swiss Bluetec Bridge: les start-ups suisses au service des populations défavorisées
Résultats/incidence	La Swiss Fresh Water SA (SFW) a lancé un projet pilote au Sénégal dans le delta du Sine Saloum, dont la population est d'environ 225 000 personnes. Pendant la saison des pluies d'une durée de près de 9 mois, les habitants du delta boivent de l'eau saumâtre, ce qui met sérieusement en danger leur santé. Lorsqu'ils peuvent se le permettre, ils boivent aussi de l'eau potable qui est transportée dans la région par pirogues, camionnettes et camions. La SFW entend améliorer la santé des villageois – diminution de la diarrhée, de la fluorose et de l'hypertension – en leur permettant de produire de l'eau potable de bonne qualité. La société s'efforce aussi de permettre aux populations bénéficiaires d'économiser du temps et de l'argent, et de réduire la consommation d'énergie associée à l'approvisionnement en eau (eau acheminée par camions, par exemple). Le projet aidera aussi à créer de nouveaux emplois dans la région. Faisant fond sur le succès de ce projet pilote, la SFW prévoit d'implanter le concept dans d'autres régions du monde qui sont aux prises avec des problèmes semblables.
Budget pour 2018, sauf indication contraire	9 902 CHF (2 050 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2011-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2011/7F07944/phase1?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivaeten_projekte/projekte-fokus/projekt-datenbank.html "

Nom du projet ou programme	Swiss Bluetec Bridge: les start-ups suisses au service des populations défavorisées
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	La SPTB a pour objectif d'accélérer l'accès durable à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les résidents locaux – en particulier les plus démunis de la société – des régions rurales et des petites villes des pays en développement et émergents, en leur fournissant un accès aux technologies et innovations de pointe de la Suisse.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Burkina Faso, Madagascar, Népal, République démocratique du Congo, Zambie
Domaine visé par le transfert de technologies	Innovations destinées à améliorer l'accès à l'approvisionnement en eau des populations les plus démunies
Type de technologie transférée	Technologies pour le traitement de l'eau, systèmes à faible coût pour dessaler l'eau salée ou saumâtre
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Swiss Bluetec Bridge
Résultats/incidence	1. Augmenter le nombre de sociétés suisses disposées à reproduire leur modèle d'affaires au moyen de fonds privés. En particulier, l'objectif est d'avoir au moins 5 sociétés qui, grâce à la qualité de leur projet et au soutien de la SPTB, auront accès à des fonds pour réaliser leur innovation sur une plus grande échelle. 2. Jeter les premières bases qui, d'ici à la fin de la phase 3, feront de l'initiative une initiative durable.
Budget pour 2017, sauf indication contraire	1 188 011 CHF (2 340 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2016-2019
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projects.html/content/dezaprojects/SDC/en/2011/7F07944/phase2.html "

Nom du projet ou programme	Promotion de l'emploi et du revenu non agricoles dans la région des Grands Lacs grâce à la production de matériaux de construction adaptés au climat
Pays/région	Au niveau mondial (région des Grands Lacs)
Objectif général et/ou but	Promouvoir l'emploi et le revenu non agricoles le long de toute la chaîne de valeur de la production de matériaux de construction en argile grâce à l'introduction et à la généralisation de technologies adaptées au climat et au contexte social

Nom du projet ou programme	Promotion de l'emploi et du revenu non agricoles dans la région des Grands Lacs grâce à la production de matériaux de construction adaptés au climat
PMA Membre(s) ciblé(s)	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda
Domaine visé par le transfert de technologies	Matériaux de construction adaptés au climat
Type de technologie transférée	Technologies innovantes et formation professionnelle
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	SKAT/Swisscontact
Résultats/incidence	<p>1. Les investisseurs et les autorités le long de la chaîne de valeur prennent des décisions éclairées sur la base d'informations et de connaissances spécialisées importantes qui sont pertinentes pour faire du secteur une industrie inclusive pour l'approvisionnement en matériaux de construction abordables.</p> <p>2. Établissement de chaînes d'approvisionnement locales respectueuses de l'environnement et de la main-d'œuvre qui fournissent des briques modernes fabriquées au Rwanda, au Burundi et dans la zone de Bukavu et qui sont prêtes à créer jusqu'à 1 millier d'emplois d'ici à la fin de la phase II.</p> <p>3. La demande de briques modernes permettra au secteur de prendre de l'expansion.</p>
Budget pour 2018, sauf indication contraire	2 750 000 CHF (9 160 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2016-2019
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaproj/ects/SDC/en/2012/7F08320/phase2?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivaeten_projekte/projekte-fokus/projekt-datenbank.html "

Nom du projet ou programme	Fondation pour les méthodes diagnostiques novatrices (FIND)
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	FIND a pour objectif général de s'assurer que les fournisseurs de soins de santé dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (tranche inférieure) sont habilités à détecter rapidement les maladies infectieuses et à les traiter de manière appropriée grâce aux nouveaux produits diagnostiques et conformément aux principes directeurs (de l'OMS); et à mettre en œuvre des programmes d'élimination des maladies négligées liées à la pauvreté. Le portefeuille de FIND comprend l'hépatite C, le VIH, la tuberculose, la malaria, la maladie du sommeil, la maladie de Chagas, l'ulcère de Buruli, la leishmaniose.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Ouganda, République démocratique du Congo, Soudan du Sud, Tchad
Domaine visé par le transfert de technologies	Tests diagnostiques contre les maladies liées à la pauvreté
Type de technologie transférée	Développement et application rapide de tests diagnostiques novateurs
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Fondation pour les méthodes diagnostiques novatrices (FIND)
Résultats/incidence	<p>1. Mesures d'appui: les politiques, plans, stratégies et feuilles de route aux niveaux national et mondial sont influencés par la recherche/les programmes, et les produits sont inclus dans les lignes directrices nationales.</p> <p>2. Enclencher le développement: les besoins en diagnostics pertinents et les capacités techniques déterminent l'établissement d'un processus de développement solide.</p> <p>3. Entrée sur le marché et accès au marché: de nouveaux produits entrent sur le marché (c'est-à-dire qu'ils sont enregistrés et mis en circulation) pour appuyer les efforts faits pour contrôler et éliminer les maladies, et de nouveaux produits diagnostiques sont vendus ou distribués dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.</p>
Budget pour 2017, sauf indication contraire	1 200 000 CHF (4 800 000 CHF sur toute la durée du projet)

Nom du projet ou programme	Fondation pour les méthodes diagnostiques novatrices (FIND)
Durée	2017-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2013/7F08866/phase2?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivaeten_projekte/projekte-fokus/projektDatenbank.html "

Nom du projet ou programme	Micro-assurances pour les petits riziculteurs en Asie
Pays/région	Asie
Objectif général et/ou but	IRRI (RIICE) est le nom qui est donné à un projet de partenariat public-privé pour le développement qui associe l'innovation technologique et l'assurance-récolte. Il a pour but d'améliorer la sécurité alimentaire en accordant une micro-assurance contre les pertes de récolte et de renforcer les capacités prévisionnelles grâce à la technologie des satellites d'avant-garde. Des millions de petits riziculteurs en Asie devraient bénéficier de ce projet novateur.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Cambodge
Domaine visé par le transfert de technologies	Maniement d'un équipement très spécialisé, agriculture et sécurité alimentaire
Type de technologie transférée	Transfert de connaissances pour le maniement d'un équipement très spécialisé (technologie des satellites)
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Institut international de recherche sur le riz (IRRI), sarmap, Swiss Re
Résultats/incidence	À l'échelle mondiale, 20 millions d'hectares plantés en rizières sont exposés à des inondations, y compris les grandes régions productrices de riz en Asie. Par conséquent, les pays ont besoin de renseignements exacts sur la production de riz afin d'établir de meilleures prévisions de l'offre de riz et de parvenir à une meilleure adéquation de l'offre et de la demande. De même, de nouveaux mécanismes d'adaptation permettront de stabiliser les revenus des petits riziculteurs et d'améliorer leur résilience face aux pertes de culture liées au climat.
Budget pour 2018, sauf indication contraire	180 134 CHF (3 836 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2018-2021
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2011/7F07934/phase2 "

Nom du projet ou programme	ESTHER (Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau)
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Contribuer à de meilleurs résultats en santé de la population des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (tranche inférieure) grâce au renforcement des systèmes de santé et à l'amélioration de la qualité des services de santé, en particulier dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, y compris VIH/SIDA, de par l'établissement de partenariats institutionnels pour la santé
PMA Membre(s) ciblé(s)	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Libéria, Mali, Niger, RDP lao, République centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo
Domaine visé par le transfert de technologies	Santé (santé sexuelle et reproductive, maladies sexuellement transmissibles)
Type de technologie transférée	Connaissances spécialisées en matière de santé
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Université de Berne

Nom du projet ou programme	ESTHER (Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau)
Résultats/incidence	Établissement de projets de partenariat institutionnels suisses pour la santé sous l'égide d'ESTHER qui sont mis en œuvre conformément aux normes de qualité de l'EEA (European Esther Alliance). Traitement et diffusion des enseignements et faits tirés des projets de partenariat institutionnels suisses pour la santé au sein du réseau ESTHER Suisse et de l'EEA, en vue de son insertion dans le dialogue politique aux niveaux national et mondial. Renforcement de la structure organisationnelle d'ESTHER Suisse.
Budget pour 2018, sauf indication contraire	310 000 CHF (1 491 500 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2015-2019
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2015/7F09184/phase1?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatenbank.html "

Nom du projet ou programme	Programme mondial pour les droits de propriété intellectuelle
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Offrir une protection efficace et efficiente des droits de propriété intellectuelle
PMA Membre(s) ciblé(s)	Projet en cours au Myanmar
Domaine visé par le transfert de technologies	Renforcement des capacités commerciales
Type de technologie transférée	Transfert de connaissances en ce qui concerne l'établissement, l'administration, l'enregistrement et l'acquisition de DPI et les moyens de faire respecter ces droits
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Dialogue sur les politiques, formation de fonctionnaires gouvernementaux et d'entreprises dispensée par l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle
Résultats/incidence	Amélioration du régime de propriété intellectuelle pour promouvoir l'innovation et la mise au point de nouveaux produits et services et de nouvelles méthodes de production
Budget pour la durée du projet	Budget pour l'ensemble du programme: 10 000 000 de CHF
Durée	2018-2024
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Umbrella Facility for Trade
Pays/région	Au niveau mondial mais en mettant l'accent sur l'Afrique
Objectif général et/ou but	L'Umbrella Facility for Trade, un fonds fiduciaire multidonateurs pour le commerce et le développement, soutient les travaux analytiques sur le commerce comme les analyses par pays fondés sur des données, les diagnostics sectoriels, l'établissement de bases de données, l'information sur les marchés, etc. Il est géré par la Groupe de la Banque mondiale.
PMA Membre(s) ciblé(s)	S'adresse à tous les PMA, activités en cours au Bangladesh, au Burundi, au Cambodge, en Éthiopie, au Lesotho, au Libéria, à Madagascar, au Malawi, au Myanmar, au Népal, en RPD lao, à Sao Tomé-et-Principe, en Sierra Leone, au Timor-Leste, au Togo, en Zambie
Domaine visé par le transfert de technologies	Travaux analytiques sur le commerce
Type de technologie transférée	Assistance partiellement technique et renforcement des capacités, partage des connaissances, collaboration et réseautage
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Groupe de la Banque mondiale (BIRD/IFC)

Nom du projet ou programme	Umbrella Facility for Trade
Résultats/incidence	L'Umbrella Facility for Trade vise à soutenir le programme sur le commerce du Groupe de la Banque mondiale (4 piliers). 1. Accroissement de l'aide pour diversifier les exportations, en termes de nouveaux produits mais aussi de pénétration de nouveaux marchés géographiques 2. Intensification des mesures de réduction des droits de douane et d'abaissement des obstacles non tarifaires au commerce qui entravent l'accès aux marchés pour les biens et services 3. Soutien de la promotion des questions commerciales au niveau mondial grâce à l'établissement de partenariats et d'échanges mieux informés, et création de biens publics par la recherche, les données et les analyses relevant du domaine public 4. Baisse des coûts associés à la circulation des biens et services, y compris le long des chaînes d'approvisionnement internationales, que ces coûts soient calculés en temps, argent ou fiabilité
Budget pour 2017-2023	52 500 000 CHF sur toute la durée du projet
Durée	2017-2023
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Innovative Vector Control Consortium (IVCC)
Pays/région	Afrique
Objectif général et/ou but	L'IVCC a pour objectif global de réduire la transmission d'agents pathogènes par les insectes et, en fin de compte, d'améliorer la santé et de réduire la pauvreté résultant de ces maladies infectieuses, en renforçant la lutte contre les insectes vecteurs grâce à des produits nouveaux et efficaces.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Zambie
Domaine visé par le transfert de technologies	Manipulation de matériel hautement spécialisé et certification en matière de bonnes pratiques de laboratoire (BPL)
Type de technologie transférée	Processus de certification (y compris réhabilitation de sites importants, formation du personnel et élaboration de procédures opérationnelles normalisées), élaboration de solutions innovantes pour lutter contre les vecteurs, telles que les appâts à base de sucre (ATSB) ou le système iK SmartLight de Goizper, qui est ajouté aux pulvérisateurs PID pour former/guider les applicateurs et améliorer la précision du traitement.
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	IVCC
Résultats/incidence	1. Mettre au point des outils innovants de lutte contre les vecteurs pour empêcher la résistance aux insecticides et permettre l'élimination du paludisme 2. Mettre en œuvre la stratégie d'accès de l'IVCC pour une utilisation et un impact maximaux dans les pays dotés de ressources limitées 3. Faire en sorte que la lutte contre les vecteurs reste inscrite dans le programme politique grâce à des activités efficaces de communication et de promotion 4. Soutenir les plates-formes scientifiques et techniques de l'IVCC pour apporter un soutien optimal aux partenaires universitaires et industriels
Budget pour 2016, sauf indication contraire	858 200 CHF (3 500 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2018-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatenbank.filterResults.html/content/deza/projects/SDC/en/2014/7F08915/phase2?oldPagePath=/content/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatenbank.html "

Nom du projet ou programme	Augmentation des revenus des petits agriculteurs grâce aux téléphones mobiles
Pays/région	Indonésie, Ouganda, Zimbabwe
Objectif général et/ou but	Améliorer la sécurité alimentaire et la garantie des moyens d'existence pour les agriculteurs grâce à l'accès aux services groupés de conseil rural et aux services financiers via les plates-formes de téléphonie mobile.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Ouganda, Zimbabwe
Domaine visé par le transfert de technologies	Services mobiles pour l'agriculture
Type de technologie transférée	Regroupement des services agricoles et financiers sur des plates-formes technologiques: grâce à la téléphonie mobile, les petits agriculteurs ont accès à un ensemble de services financiers et/ou de services d'information.
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Mercy Corps
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Modèles d'entreprise durables et modulables pour la fourniture de services de conseil agricole 2. Les petits agriculteurs ont accès à des services de conseil agricole et à des services financiers 3. Une connaissance des modèles d'entreprise, des services et des produits est acquise et largement utilisée pour influencer les responsables politiques, apprendre les uns des autres et reproduire le projet ailleurs
Budget pour 2018, sauf indication contraire	324 480 CHF (3 000 000 de CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2015-2019
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2012/7F08255/phase2 "

Nom du projet ou programme	Efficacité hydrique dans les secteurs du riz et du coton
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Amélioration de la sécurité alimentaire, les revenus des agriculteurs et de la productivité des ressources en eau pour 65 000 familles d'agriculteurs au Pakistan, en Inde, au Tadjikistan, en République kirghize, au Myanmar et à Madagascar.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Myanmar, Niger, Sierra Leone, Soudan et Tchad
Domaine visé par le transfert de technologies	Pratiques agricoles, technologie et renforcement des capacités
Type de technologie transférée	Technologies agricoles: cultures diversifiées dans les régions reculées, rotation des cultures et cultures intercalaires, irrigation au goutte à goutte, intensification de la culture du riz, ensemencement direct du riz et alternance d'humidification et d'assèchement, nivellement par laser
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Helvetas
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. 65 000 familles productrices de coton ou de riz adoptent des technologies améliorées entraînant des pratiques efficaces de gestion de l'eau et une augmentation de la production alimentaire (PUSH) 2. L'adoption de stratégies d'efficacité hydrique pour les produits de base est encouragée par des actions collectives des parties prenantes concernées et s'accompagne d'une augmentation du volume des achats de cultures produites dans des conditions améliorées (PULL) 3. L'amélioration de l'utilisation des ressources en eau dans les régions visées par le projet est régie par des plans multipartites de gestion de l'eau et est prise en compte dans les cadres de politique nationaux ou locaux (POLITIQUE) 4. Sensibilisation à l'échelle internationale: l'approche PUSH-PULL-POLITIQUE visant à encourager la bonne gestion des ressources naturelles est diffusée au sein des institutions internationales, sur les plates-formes sectorielles et dans le cadre d'activités sectorielles
Budget pour 2016, sauf indication contraire	1 000 000 de CHF (4 650 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2018-2021
Statut	En cours

Nom du projet ou programme	Efficacité hydrique dans les secteurs du riz et du coton
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2014/7F09186/phase2?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektbank.html "

Nom du projet ou programme	Innovations pour des systèmes de santé de qualité
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	L'objectif général du Laboratoire de conception de systèmes de santé de qualité est de contribuer à promouvoir une couverture de santé universelle de qualité et, en fin de compte, de réduire les maladies et les décès qui auraient pu être évités dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Éthiopie, Kenya, Malawi, Népal, Tanzanie
Domaine visé par le transfert de technologies	Santé
Type de technologie transférée	Élaboration et validation de nouveaux instruments et mesures pour une évaluation efficace de la qualité des systèmes de santé dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, conception et conduite d'évaluations et d'activités de renforcement des capacités
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Harvard School of Public Health et autres centres de recherche universitaire dans le monde
Résultats/incidence	1. De nouveaux instruments et mesures abordables pour une évaluation efficace de la qualité des systèmes de santé dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont élaborés, validés et testés 2. Des évaluations innovantes de l'amélioration des systèmes de santé à grande échelle sont conçues et menées à bien 3. Une nouvelle génération de chercheurs spécialistes des systèmes de santé est formée et produit et utilise des données de qualité
Budget pour 2016, sauf indication contraire	148 200 CHF (3 898 200 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2018-2026
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2018/7F10192/phase99.html?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektbank.html "

Nom du projet ou programme	Service d'assistance pour le commerce mondial
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	L'Umbrella Facility for Trade, un fonds fiduciaire multidonateurs pour le commerce et le développement, soutient les travaux analytiques sur le commerce comme les analyses par pays fondés sur des données, les diagnostics sectoriels, l'établissement de bases de données, l'information sur les marchés, etc. Il est géré par la Groupe de la Banque mondiale.
PMA Membre(s) ciblé(s)	S'adresse à tous les PMA, activités pilotes en cours en Côte d'Ivoire, Égypte, en Guinée, à Maurice, au Mozambique, aux Philippines et en Russie.
Domaine visé par le transfert de technologies	Portail d'information commerciale (en ligne)
Type de technologie transférée	Accès à l'information commerciale, assistance partiellement technique et renforcement des capacités, partage, collaboration et réseautage
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Centre du commerce international (ITC), CNUCED, OMC.

Nom du projet ou programme	Service d'assistance pour le commerce mondial
Résultats/incidence	Phase 1 – élaboration: intégration de données liées au commerce, élaboration et test du portail Web Phase 2 – consolidation: coordination de la collecte de données et mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités sur l'utilisation du portail et sa mise à jour Phase 3 – durabilité: renforcement des capacités locales, coordination régulière de la collecte de données et maintenance du site Web
Budget pour 2017-2029	18 500 000 USD sur toute la durée du projet
Durée	2017-2029
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Projets régionaux de biocommerce en Asie du Sud-Est
Pays/région	Région du Mékong
Objectif général et/ou but	Réduire la pauvreté/augmenter les revenus
PMA Membre(s) ciblé(s)	Myanmar/RDP lao
Domaine visé par le transfert de technologies	Renforcement des capacités commerciales
Type de technologie transférée	Savoir-faire dans la production et le commerce (d'exportation) de produits biologiques
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Helvetas
Résultats/incidence	Promouvoir la préservation de la biodiversité <ul style="list-style-type: none"> • Des sociétés concurrentes se livrant au biocommerce se font concurrence sur les marchés régionaux et internationaux conformément aux principes et critères éthiques du biocommerce • Établissement de chaînes de valeur opérant selon les principes éthiques du biocommerce pour fournir aux sociétés des produits qui sont demandés sur les marchés internationaux • Adoption par le gouvernement de mesures visant à établir un environnement respectueux de la politique éthique du biocommerce et favorable à cette politique • Gestion efficace et effective des connaissances et établissement d'un canal de communication sur le programme pour faciliter le partage des connaissances spécialisés et des acquis aux niveaux national et international
Budget pour 2016-2020	4 704 400 (Myanmar, RPD lao, Viet Nam)
Durée	2016-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Programme de développement du secteur commercial: Amélioration de l'offre de produits horticoles et du tourisme responsable pour développer des liens commerciaux
Pays/région	Myanmar
Objectif général et/ou but	Améliorer les chaînes de valeur du marché dans le secteur du tourisme pour les produits agricoles et établir des critères régissant le tourisme responsable
PMA Membre(s) ciblé(s)	Myanmar
Domaine visé par le transfert de technologies	Renforcement des capacités commerciales; production biologique
Type de technologie transférée	Savoir-faire concernant le développement du tourisme, la production biologique
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Groupe des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives (ONUDI, OIT, ITC, CNUCED, UNOPS)

Nom du projet ou programme	Programme de développement du secteur commercial: Amélioration de l'offre de produits horticoles et du tourisme responsable pour développer des liens commerciaux
Résultats/incidence	Amélioration des moyens d'existence/création d'emplois <ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la capacité d'approvisionnement en produits de l'horticulture dans la région du lac Inle (État Shan) en termes de quantité et de qualité Respect progressif des normes de sécurité internationales et certification (y compris au niveau des exigences biologiques) Augmentation et stabilisation des activités commerciales des agriculteurs et agricultrices La région du lac Inle (État Shan) devient une destination touristique, en particulier du tourisme inclusif et durable.
Budget pour 2018-2022	4 651 511 CHF
Durée	2018-2022
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Horti-Sempre Phase 2
Pays/région	Mozambique
Objectif général et/ou but	L'objectif général est d'augmenter le revenu annuel net de 10 000 petits exploitants et exploitantes semi-commerciaux et de 15 000 petits exploitants et exploitantes de subsistance de 30% par rapport au revenu de référence (environ 120 USD/an et environ 60 USD/an, respectivement).
PMA Membre(s) ciblé(s)	Mozambique
Domaine visé par le transfert de technologies	Horticulture
Type de technologie transférée	Promotion de solutions pour l'irrigation de toutes petites parcelles
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Swisscontact
Résultats/incidence	1. (Intrants et pratiques): accroissement de la productivité des petits exploitants horticoles du corridor de Nacala dans le nord du Mozambique 2. (Irrigation): augmentation des superficies irriguées des petits exploitants horticoles du corridor de Nacala dans le nord du Mozambique 3. (Compétitivité): augmentation de la réactivité du marché et de la compétitivité du secteur horticole dans le nord du Mozambique
Budget pour 2018, sauf indication contraire	1 580 382 CHF (6 600 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2017-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatebank.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2011/7F08214/phase2?oldPagePath=/content/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatebank.html "

Nom du projet ou programme	Soutien du St. Francis Hospital à Ifakara
Pays/région	Tanzanie
Objectif général et/ou but	Améliorer de manière durable la qualité des services de soins de santé du St. Francis Referral Hospital, offrir à la population des services de qualité accessibles et abordables, et offrir aux institutions partenaires locales d'excellentes possibilités de formation et de recherche.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Tanzanie

Nom du projet ou programme	Soutien du St. Francis Hospital à Ifakara
Domaine visé par le transfert de technologies	Amélioration des services de santé et de la gestion: formation sur le tas et recherche clinique.
Type de technologie transférée	Savoir-faire, équipement médical
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	St Francis Referral Hospital (SFRH)
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Qualité des soins: il est offert aux patients les services de très bons spécialistes et des soins en médecine, pédiatrie et chirurgie. 2. Gouvernance: tous les organes directeurs fonctionnent selon des principes de responsabilisation et de transparence dans leur processus décisionnel. 3. Gestion interne: à tous les niveaux, la gestion hospitalière s'acquitte de ses responsabilités de manière efficace et applique des procédures normalisées dans sa gestion générale et financière et sa gestion des ressources humaines. 4. Collaboration avec les entités partenaires: tous les partenaires impliqués dans les activités de l'hôpital travaillent à la réalisation d'un objectif commun et utilisent les ressources disponibles de manière plus efficace.
Budget pour 2017, sauf indication contraire	350 023 CHF (8 268 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2010-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projects.html/content/projects/SDC/en/2010/7F07720/phase1.html "

Nom du projet ou programme	Nepal Agricultural Services Development Programme (NASDP) – Crédit principal de la Phase 1
Pays/région	Népal
Objectif général et/ou but	Augmenter le revenu agricole, et améliorer la sécurité alimentaire, la résilience et l'intégration sociale des ménages agricoles, en particulier ceux à la tête desquels se trouvent des femmes et des agriculteurs appartenant à des groupes défavorisés.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Népal
Domaine visé par le transfert de technologies	Technologies agricoles
Type de technologie transférée	Connaissances, recherche et développement
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Conseil de la recherche agricole du Népal (NARC), bureaux de district du Développement de l'agriculture et de l'élevage (DADO/DLSO), comités de l'agriculture, des forêts et de l'environnement (AFECs)
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les agriculteurs utilisent les connaissances, l'information et les technologies pertinentes pour accroître durablement leur productivité, et 2. un système décentralisé et multidisciplinaire de recherche et vulgarisation fournit les technologies et services que les agriculteurs demandent et dont ils ont besoin.
Budget pour 2018, sauf indication contraire	2 509 875 CHF (9 790 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2014-2019
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekttdatenbank.filterResults.par_projectfilter_page2.html/content/dezaprojects/SDC/en/2014/7F08998/phase1 "

Nom du projet ou programme	Protéger les provisions – éviter les pertes après récolte (GPLP)
Pays/région	Tanzanie
Objectif général et/ou but	Réduire les pertes après récolte de céréales vivrières dans le corridor central de la Tanzanie et améliorer la sécurité alimentaire et des revenus des ménages agricoles ciblés
PMA Membre(s) ciblé(s)	Tanzanie
Domaine visé par le transfert de technologies	Pratiques et technologies agricoles
Type de technologie transférée	Silos en tôle

Nom du projet ou programme	Protéger les provisions – éviter les pertes après récolte (GPLP)
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Helvetas Swiss Intercooperation
Résultats/incidence	1. Les petits exploitants agricoles ciblés ont accès à des pratiques et technologies de gestion après récolte efficaces et les adoptent. 2. Les politiques et conditions générales après récolte s'améliorent en Tanzanie grâce à la mise en œuvre d'une stratégie et de règlements pour la gestion après récolte. 3. Les parties prenantes dans la gestion de l'après-récolte ont accès à de l'information qui leur permet de prendre des décisions en vue de réduire les pertes après récolte.
Budget pour 2018, sauf indication contraire	1 065 000 CHF (2 200 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2017-2020
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatebank.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2010/7F07726/phase2?oldPagePath=/content/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatebank.html "

Nom du projet ou programme	SREP: promotion de l'utilisation des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu
Pays/région	Au niveau mondial
Objectif général et/ou but	Cofinancer des projets et programmes relatifs aux énergies renouvelables afin de démontrer la faisabilité de filières énergétiques à faibles émissions dans les pays à faible revenu.
PMA Membre(s) ciblé(s)	Les PMA suivants bénéficient actuellement d'un accès au financement dans le cadre du SREP: Bangladesh, Cambodge, Éthiopie, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Népal, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Vanuatu, Zambie
Domaine visé par le transfert de technologies	Technologies liées aux énergies renouvelables
Type de technologie transférée	Renforcement des capacités programmatiques et transfert de savoir-faire dans le cadre de projets spécifiques
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Banques multilatérales de développement (Groupe de la Banque mondiale, BAsD, BAfD, BERD et BID)
Résultats/incidence	En décembre 2018, 46 projets avaient été approuvés pour un financement total au titre du SREP de 585,4 millions d'USD. Le cofinancement attendu de sources publiques et privées s'élève à près de 3 milliards d'USD. Au terme du projet, 8,4 millions de personnes devraient bénéficier d'un meilleur accès à l'énergie produite à partir de sources renouvelables, 3 256 GWh d'électricité supplémentaires seront produits à partir de sources d'énergie renouvelables et 2,4 millions de tonnes d'émissions de CO ₂ seront évitées chaque année.
Budget pour 2017-2020, sauf indication contraire	Aucune contribution additionnelle du SECO n'est prévue. Sa contribution s'élève à ce jour à 26 millions d'USD.
Durée	2010-2028
Statut	En cours
Point de contact pour information	info.wein.cooperation@seco.admin.ch

Nom du projet ou programme	Réduction des pertes alimentaires grâce à une meilleure gestion après récolte en Éthiopie
Pays/région	Éthiopie
Objectif général et/ou but	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des revenus des petits exploitants agricoles en Éthiopie grâce à la réduction des pertes après récolte par la promotion des technologies, des politiques complémentaires et des innovations institutionnelles.

Nom du projet ou programme	Réduction des pertes alimentaires grâce à une meilleure gestion après récolte en Éthiopie
PMA Membre(s) ciblé(s)	Éthiopie
Domaine visé par le transfert de technologies	Pratiques et technologies agricoles
Type de technologie transférée	Silos métalliques
Mécanisme (agences/institutions opérant le transfert de technologie)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Helvetas, Direction du développement et de la coopération (DDC)
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction des pertes après récolte chez les petits exploitants agricoles, les groupements d'agriculteurs et les coopératives grâce à l'utilisation de technologies et de pratiques de gestion après récolte améliorées 2. Mise en place de services financiers durables et création de possibilités d'accès aux marchés pour les petits exploitants agricoles et le secteur privé afin de promouvoir les technologies de gestion après récolte 3. Appui aux cadres réglementaires et aux structures institutionnelles appropriés pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale de gestion post-récolte
Budget pour 2018, sauf indication contraire	800 000 CHF (2 900 000 CHF sur toute la durée du projet)
Durée	2018-2022
Statut	En cours
Point de contact pour information	" https://www.eda.admin.ch/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatebank.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2012/7F08500/phase2?oldPagePath=/content/deza/de/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatebank.html "

ANNEXE II¹

PARTENARIATS POUR LA RECHERCHE AVEC DES PMA

Les partenariats pour la recherche entre la Suisse et les pays en développement, y compris les PMA, ont été intégrés dans le nouveau Swiss Programme for Research on Global Issues for Development – le programme r4d (<http://www.r4d.ch>) – qui est mis en œuvre conjointement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Suisse et le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS).

Le programme conjoint soutient les recherches pertinentes pour le développement qui visent à régler des questions globales susceptible d'impliquer le transfert de technologies entre des chercheurs suisses et des chercheurs de pays en développement, y compris des chercheurs de PMA. Il comprend cinq modules thématiques et un module de recherche sans sujets prédéterminés.

Les cinq modules thématiques sont les suivants:

- les causes et mécanismes de résolution des conflits sociaux dans un contexte institutionnel faible;
- l'emploi dans le contexte du développement durable;
- l'innovation dans les systèmes agricoles et alimentaires pour la sécurité alimentaire;
- la gestion durable des écosystèmes pour la prestation de services écosystémiques; et
- les systèmes d'approvisionnement et les mécanismes de financement dans le secteur de la santé.

Actuellement, 35 projets sont en cours et sont financés par le programme r4d. Les PMA visés par le programme comprennent le Bangladesh, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cambodge, l'Éthiopie, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Myanmar, le Népal, la RPD lao, le Rwanda, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie. Un budget total de 97,6 millions de CHF est disponible pour la durée de l'ensemble du programme qui va de 2012 à 2022. La contribution de la DDC s'élève à 72 millions de CHF et celle du FNS, à 25,6 millions de CHF.

¹ En anglais et en français seulement.